

Le Moyen-Orient en 2029

Fawaz A. Gerges

TRADUCTION **Cécile Tarpinian**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2019/1 Printemps**, PAGES 159 À 172
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300003

DOI 10.3917/pe.191.0159

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-1-page-159?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le Moyen-Orient en 2029

Par **Fawaz A. Gerges**

Fawaz A. Gerges est professeur de relations internationales à la London School of Economics. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Making the Arab World*, Princeton, Princeton University Press, 2018 et *ISIS: A History*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

Traduit de l'anglais par Cécile Tarpinian.

Les guerres qui ravagent aujourd'hui le Moyen-Orient n'ont pas vocation à se poursuivre éternellement et la région n'est pas vouée à être dirigée par des autocrates. Une transition vers un ordre plus juste pour les populations est possible mais elle prendra du temps. Il est peu probable qu'elle advienne d'ici 2029. Les progrès viendront graduellement, poussés par la société civile. De nouvelles révolutions sont possibles mais il n'est pas sûr qu'elles produisent davantage de démocratie.

politique étrangère

Ces dix dernières années, le Moyen-Orient a subi une transformation historique qui a irrémédiablement bouleversé le *statu quo*. Un conflit aux multiples facettes se déploie dans le Grand Moyen-Orient, en particulier dans le monde arabe, sur l'avenir de l'État-nation, le rôle du religieux dans le politique et la relation entre dirigeants et citoyens. Ce conflit n'est pas seulement territorial, il est aussi idéologique et institutionnel. Il s'agit d'une lutte existentielle entre de multiples acteurs – conservateurs, progressistes, islamistes, nationalistes... Une guerre froide régionale opposant trois acteurs clés – Iran, Arabie Saoudite et Turquie – est au cœur de ce conflit, qui a des implications bien au-delà de la région. Son issue déterminera la nature et l'identité des États-nations, ainsi que leurs relations avec le reste du monde.

La division criante du monde arabe entre une identité nationale et des identités tribales, religieuses et sectaires se manifeste par de violents affrontements. Ces identités secondaires ont émergé dans le vide laissé par des institutions étatiques défaillantes et des élites dirigeantes en mal de légitimité ; elles menacent aujourd'hui de détruire le système étatique tout entier. Redessiner les cartes ne résoudra pas la crise. L'exemple récent du Sud-Soudan témoigne des effets négatifs qui peuvent résulter de telles tentatives.

Le système étatique du Moyen-Orient est en pleine transition. Dans toute la région, des visions divergentes de l'État-nation et du contrat liant pouvoirs et populations s'affrontent. Les tentatives de réformer les États-nations du Moyen-Orient reflètent les expériences longues et souvent sanglantes d'autres régions du monde en matière de *nation building*. Elles mettent aussi en lumière l'une des dynamiques évolutives de la lutte actuelle : l'héritage du colonialisme et son impact sur l'émergence de l'organisation locale.

La donne politique du Moyen-Orient – des États-nations bâtis par des puissances coloniales – sera certainement toujours d'actualité en 2029 et au-delà, en dépit d'efforts conséquents d'acteurs non étatiques souhaitant les remplacer par d'autres modèles. Si les puissances coloniales européennes ont construit ces États-nations selon des frontières arbitraires, le développement historique de la région montre que ces identités nationales sont profondément enracinées. Ces frontières sont aujourd'hui largement admises par les communautés locales. Les troubles que connaît la région ne visent donc pas à renverser le modèle de l'État-nation, mais à transformer la gouvernance et les relations État-société *au sein de* ces États.

De la politique du passé à la politique de l'avenir

Les populations du Moyen-Orient réclament la justice sociale, une vie digne, et la liberté. Ces aspirations ne peuvent être satisfaites que dans une culture de tolérance, d'ouverture, de bonne gouvernance et d'état de droit – culture qui n'a jamais été celle de l'ancien système. Le problème ne réside donc pas dans les frontières et les États-nations eux-mêmes, mais dans les dynamiques internes de ces États¹. La crise organique qui affecte le Moyen-Orient est politique et sociale. L'autoritarisme politique et l'échec de la gouvernance sont les premiers facteurs de troubles.

Si le colonialisme et l'ingérence étrangère ont largement contribué à soutenir les pouvoirs actuels, les élites locales ne peuvent se défaire de leurs propres responsabilités. Elles seules ont hérité de l'État postcolonial après la Seconde Guerre mondiale ; elles seules ont choisi de perpétuer le style colonial de gouvernement et de contrôle des populations. Ces élites postcoloniales ont souvent utilisé le passé pour justifier leurs politiques et leurs tentations autoritaires. Elles ont ainsi prolongé l'héritage toxique

1. R. Khouri in A. Dessi (dir.), « Re-Ordering the Middle East? », Istituto Affari Internazionali, 31 juillet 2016, p. 7-12.

du colonialisme à l'ère post-indépendance, et transformé leurs discours anticoloniaux en pratiques autoritaires pour réduire leurs populations au silence.

Les dirigeants moyen-orientaux ont entraîné leurs pays dans l'impasse et désorganisé l'économie. De la Méditerranée au golfe Persique, Hosni Moubarak, Ali Abdallah Saleh, Saddam Hussein, Bachar Al-Assad, Mouammar Kadhafi, Zine Al-Abidine Ben Ali, pour ne citer qu'eux, ont paupérisé leurs populations et développé de véritables États tortionnaires. Dans cette perspective, la crise des États moyen-orientaux ne tient pas d'abord aux frontières coloniales ou à la diversité religieuse et ethnique, mais à la faillite de la représentation politique et au déclin socio-économique. Ce qui doit évoluer, c'est le *software* (la gouvernance) de la région, non le *hardware* (les frontières²).

Les idéologies prônant l'exclusion s'affirment de plus en plus au Moyen-Orient. Elles empoisonnent la vie des individus aussi bien que la société elle-même, menaçant l'harmonie sociale et la coexistence pacifique. Des acteurs non étatiques comme Al-Qaïda, Daech ou des milices sectaires défendent une vision alternative de l'État et de la société fondée sur un totalitarisme visant au nettoyage identitaire, ethnique et religieux. Au contraire de ces groupes radicaux, les organisations qui défendent la tolérance et des valeurs progressistes sont mal organisées, et manquent de ressources. Les puissances occidentales n'ont pas soutenu les causes progressistes, car elles s'opposaient souvent à leurs objectifs géostratégiques globaux et à leurs intérêts commerciaux. L'équilibre idéologique de la région a donc généralement penché du côté des extrêmes.

L'équilibre idéologique a penché du côté des extrêmes

Il est impératif de refonder le système politique actuel, de reconstruire les institutions étatiques sur la base d'une autorité politique nouvelle et légitime. Un nouveau contrat social doit redéfinir les relations entre gouvernants et gouvernés, selon les principes de l'état de droit et de la citoyenneté. Toutefois, il est peu probable que la reconstruction des institutions étatiques soit achevée d'ici 2029. Deux ou trois décennies au moins seront nécessaires pour poser les fondements institutionnels d'une autorité légitime. La Tunisie et la Jordanie – le Liban dans une moindre mesure – pourraient accomplir leur transition plus rapidement que d'autres pays.

2. *Id.*

Historiquement, il existe deux voies pour le changement : l'action transformatrice d'un leader ou la révolution. Ces deux options ne sont guère disponibles aujourd'hui. Les soulèvements du printemps arabe auraient pu produire un changement révolutionnaire s'ils n'avaient été contrecarrés par une alliance d'acteurs locaux, régionaux et mondiaux. Des tentatives pour imposer un changement de régime de l'extérieur ont également avorté, produisant en définitive plus d'instabilité et de conflit – l'Afghanistan et l'Irak en témoignent. En dépit de ces échecs, il est urgent de repenser un nouveau Moyen-Orient qui rompe avec les périodes coloniale et postcoloniale, et offre une alternative aux idéologies extrémistes. Une telle perspective d'autodétermination et de constitutionnalisme implique l'état de droit et le libre exercice de la citoyenneté : elle répondrait aux aspirations des printemps arabes de 2010-2012.

Imaginer un Moyen-Orient ainsi redessiné peut sembler un vœu pieux. Mais la guerre et la violence ont souvent agi comme catalyseurs du changement. La situation actuelle n'a rien d'inéluctable. La région n'est pas vouée à la violence, à l'extrémisme, à l'autoritarisme politique ou au sous-développement. Comme d'autres régions du monde l'ont fait, le Moyen-Orient s'engage sur le chemin périlleux et sanglant de la formation des nations. Nous assistons peut-être à l'accouchement douloureux d'un nouvel ordre émergeant des dépouilles de l'ancien : un moment de transition marqué par les guerres civiles et les luttes sociales.

Le Moyen-Orient dans le contexte mondial

La capacité des acteurs contre-révolutionnaires à écraser leurs opposants tient pour beaucoup au soutien de puissances comme les États-Unis ou la Russie, qui s'accrochent à un *statu quo* obsolète ou entretiennent les conflits pour gagner en marges de manœuvre sur la scène mondiale. Mais le pacte faustien que ces pays ont conclu avec leurs amis de l'ordre ancien n'est plus tenable, ni acceptable. L'autoritarisme politique n'est pas le garant de la stabilité mais, au contraire, la principale cause d'instabilité au Moyen-Orient.

Durant ses deux mandats présidentiels, Barack Obama a prononcé quelques discours éloquentes, notamment celui du 19 mai 2011 sur la nécessité d'instaurer la démocratie et des réformes au Moyen-Orient³. Mais cette rhétorique progressiste ne s'est jamais traduite en actes politiques

3. «Remarks by the President on the Middle East and North Africa», Washington D.C, Maison-Blanche, 19 mai 2011, disponible sur : <<https://obamawhitehouse.archives.gov>>.

fermes. En outre, en soutenant des régimes répressifs, y compris lorsque des centaines de milliers d'Arabes étaient dans la rue pour appeler à leur renversement, les États-Unis ont joué le jeu des extrémistes, attisant les tensions entre l'islam et l'Occident. Quarante ans après la révolution islamique en Iran, l'Occident ne semble pas avoir tiré les leçons de son soutien au shah d'Iran.

Le point de vue de l'Union européenne (UE) sur le Moyen-Orient n'est pas plus éclairé. Les dirigeants européens se focalisent sur trois objectifs : juguler l'immigration, lutter contre le terrorisme, attirer les investissements du Golfe, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'armement. Ce faisant, les élites européennes consolident les dirigeants autoritaires. Elles préfèrent négocier avec les gouvernements d'Érythrée, du Niger, de Libye, de Turquie et d'ailleurs pour limiter les mouvements migratoires venant de ces pays, en échange d'une assistance financière, technique et sécuritaire, plutôt que de discuter avec des activistes démocrates engagés pour un véritable changement.

Pour l'heure, le bruit de la guerre couvre les appels à la réforme et à la réconciliation. Mais lorsque les armes finiront par se taire, l'attention se portera sur de nouveaux modèles de gouvernement. La décentralisation, le fédéralisme, le gouvernement local : autant de nouveaux chemins qui pourraient s'ouvrir. La lutte politique sera complexe, confuse et longue, mais le coût humain de compromis politiques tâtonnants est toujours moindre que celui des guerres civiles.

Un système étatique durable

Si l'avenir de la région est profondément incertain, il serait prématuré d'annoncer la fin du système étatique moyen-oriental. Affaibli et fragilisé par les événements récents, l'État a cependant développé au Moyen-Orient d'immenses réseaux clientélistes et une influence réelle dans la société. Il est, de loin, le premier employeur avec une bureaucratie massive et un secteur public fournissant des millions d'emplois. Les forces de sécurité, en particulier, dépendent directement de l'appareil d'État.

Lorsque la Syrie, l'Irak, la Libye et le Yémen ont sombré dans la guerre, le ministère des Finances a continué à verser les salaires de ses employés même dans les zones sous contrôle rebelle⁴. Dans la même veine, l'Autorité palestinienne de Cisjordanie rémunère des fonctionnaires à Gaza

4. Pour le cas libyen, voir F. Gaub, « Libya: The Struggle for Security », *EUISS Brief*, juin 2013, disponible sur : <www.iss.europa.eu> et A. Dessi, « A Multilateral Approach to Ungoverned Spaces: Libya and Beyond », *IAI Documenti*, juin 2015, disponible sur : <www.iai.it>.

sous le contrôle du Hamas. Ces mesures visent à affirmer la souveraineté de l'État et à fidéliser les populations des zones contrôlées par l'opposition.

Les puissances majeures de la région – Iran, Arabie Saoudite, Turquie et Égypte – ont intérêt à préserver les frontières actuelles, et à empêcher l'émergence de nouvelles entités. Ces puissances régionales craignent la contagion par l'exemple, et de voir à leur tour leur État se désintégrer. Ces pays sont au moins d'accord sur ce point : ils sont tous déterminés à préserver l'intégrité territoriale de l'Irak et de la Syrie. Les États-Unis, l'Europe, la Chine et la Russie ont le même objectif, et pour les mêmes raisons.

Les Kurdes l'ont appris à leurs dépens après le référendum pour l'indépendance du Kurdistan irakien en septembre 2017, à l'issue duquel près de 93 % des votants se sont prononcés pour la sécession. Alors que le Gouvernement régional du Kurdistan avait annoncé que le référendum ne serait pas contraignant, et n'a pas appelé à l'indépendance immédiate, il a rencontré une opposition mondiale, y compris de la part du protecteur historique des Kurdes, Washington. Lorsque les troupes irakiennes ont avancé pour reprendre aux Kurdes des zones comme Kirkouk en octobre 2017, le président Trump a déclaré que les États-Unis « ne prenaient pas parti dans cette bataille », donnant de fait au Premier ministre irakien Haïder Al-Abadi le feu vert pour rétablir l'ancien *statu quo*. Ironie de l'histoire, les forces irakiennes comportaient des milices chiites pro-iraniennes, plaçant ainsi les États-Unis et leur ennemi régional – l'Iran –, du même côté : contre les Kurdes. Suivant l'exemple donné par Washington, l'UE a soutenu l'action militaire de Bagdad à Kirkouk.

Nul – ni les États-Unis, ni l'UE, ni la Russie, ni la Chine – ne souhaite redessiner la carte du Moyen-Orient. Ces pays connaissent les dangers et les risques qu'il y aurait à modifier les frontières de la région, et ne veulent pas ouvrir la boîte de Pandore. Construire une nouvelle architecture régionale serait une entreprise trop complexe – et qui ne mettrait personne d'accord sur les nouvelles frontières à tracer.

Sur les dix ou vingt prochaines années, le destin du Moyen-Orient se jouera à l'intérieur des États où s'opposent deux puissantes tendances politiques : le constitutionnalisme, et le nouveau populisme autoritaire. Quant à l'islam politique, il a subi de sérieux revers en Égypte, en Syrie, en Libye, dans le Golfe et ailleurs. Son redressement dépendra de sa capacité à développer une vision inclusive et pluraliste prenant en compte les problèmes économiques et sociaux plutôt que des conceptions privilégiant le religieux dans la construction d'une identité nationale.

Le constitutionnalisme

La notion de constitutionnalisme ne cesse de gagner du terrain dans la région, apparaissant comme une solution possible pour sortir des troubles et reconfigurer les relations entre États et sociétés. Ce que l'on entend habituellement par « constitutionnalisme moderne » s'attache à la production d'un ordre social dans un État-nation doté d'une Constitution écrite qui « définit les principales institutions du gouvernement, détermine leurs pouvoirs et précise les normes qui régulent leurs relations⁵ ». Ce concept repose sur l'idée qu'un ordre constitutionnel ne peut être garanti que dans le cadre d'un État⁶.

En Tunisie, en Libye ou en Algérie, des groupes aussi différents que les islamistes, les centristes et les sécularistes ont réussi à se mettre d'accord sur des compromis constitutionnels pour lancer la transition vers un nouvel ordre politique. Rached Ghannouchi, leader du mouvement islamiste tunisien Ennahdha, a joué un rôle central dans la transition du pays de l'autoritarisme vers le constitutionnalisme. Ennahdha est devenu le premier mouvement islamiste du monde arabe à accepter la séparation du religieux et du politique, et à reconnaître la volonté du peuple et l'état de droit comme fondements d'une nouvelle Constitution.

Les ressources et l'influence des pays occidentaux ayant tendance à décliner au Moyen-Orient, il est impératif de concentrer l'aide sur les pays où la transition politique a quelque chance de réussir, si minime soit-elle. La Stratégie globale de l'Union européenne (EU Global Strategy – EUGS) admet que les États moyen-orientaux pourraient ne pas adopter les normes de la démocratie libérale à l'occidentale, ou tout au moins ne pas suivre une progression linéaire. L'UE a donc adopté une stratégie nuancée, qui cible à la fois les États et les sociétés, pour encourager des formes plus résilientes de gouvernance et de contrat social.

L'influence des pays occidentaux tend à décliner

L'EUGS met l'accent sur une participation accrue des citoyens à la prise de décision et sur l'état de droit, conditions présumées indispensables pour la construction d'un contrat social résilient et de meilleures relations État-société. Les groupes qui, au Moyen-Orient, se battent déjà en faveur du constitutionnalisme et de réformes constitutionnelles, pourraient

5. M. Loughlin, « What Is Constitutionalism? », in Petra Dobner et M. Loughlin (dir.), *The Twilight of Constitutionalism?*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 48.

6. J. Wilkens, « Constructivism », in A. F. Lang Jr. et A. Wiener (dir.), *Handbook on Global Constitutionalism*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2017, p. 117-128.

soutenir ce glissement européen de la tendance à « prêcher » la démocratie libérale vers la prise en compte de modes différents de participation citoyenne.

Mais le constitutionnalisme ne s'imposera pas facilement. Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi et le président turc Recep Tayyip Erdogan représentent le nouveau populisme autoritaire, aujourd'hui et pour la décennie à venir.

La réinvention du populisme autoritaire au Moyen-Orient

Tout comme son prédécesseur Hosni Moubarak, Al-Sissi a déclaré à plusieurs reprises que les Égyptiens n'étaient pas prêts pour la démocratie, que les questions alimentaires devaient prendre le pas sur les droits de l'homme, et que les différends politiques menaçaient la survie de l'État. Le retour de la violence et du terrorisme fait le jeu du raïs, qui peut mettre au premier plan la sécurité et l'unité nationale, et réprimer toute opposition. Le conflit qui oppose l'État égyptien et les Frères musulmans nourrit l'autoritarisme d'Al-Sissi. Beaucoup d'Égyptiens le voient comme le sauveur du pays parce qu'il a empêché l'organisation islamiste de détruire les institutions de l'État. D'autres, cependant, mettent en question sa légitimité et sa compétence.

À moins d'une transition constitutionnaliste, l'avenir de l'Égypte s'annonce très incertain. Le pays a peu de chances, voire aucune, d'attirer en quantité suffisante les investissements étrangers pourtant indispensables. De toute évidence, la transition vers un système plus représentatif ne se fera pas d'ici 2029. D'autres risques pèsent sur le pays : la fragilité structurelle de l'économie ; des pénuries alimentaires et d'eau ; le changement climatique ; la croissance démographique et des vagues migratoires. Si la situation ne s'améliore pas rapidement, il faudra s'attendre à une stagnation, à une polarisation accrue, et même à de nouveaux troubles sociaux. L'insurrection violente qui agite le Nord-Sinaï sous l'égide de Daech pourrait se développer. En Égypte comme dans d'autres pays de la région, la sortie de l'instabilité chronique et du déclin économique ne pourra se faire que par la conclusion d'un vaste accord politique entre acteurs clés, s'enracinant dans le pluralisme, le constitutionnalisme et l'état de droit. La Tunisie peut constituer un modèle à cet égard.

L'Égypte n'est pas le seul pays à connaître un nouveau populisme autoritaire. En Turquie, Recep Tayyip Erdogan est le dirigeant démocratiquement élu du seul pays musulman laïque du Moyen-Orient. Ces dernières

années, il a rogné l'indépendance des institutions du pays⁷. De 2003 à 2010, Erdogan s'est attiré des louanges, dans son pays et à l'étranger, pour la façon dont il a mis au pas l'armée turque. Il a établi une supervision civile sur l'armée et engagé des réformes économiques qui ont transformé la Turquie en un marché émergent dynamique. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les ambitions politiques d'Erdogan ont largement débordé le cadre des débuts. Son nouvel autoritarisme a nui à la fragile démocratie constitutionnelle turque, plongé le pays dans l'instabilité et exacerbé les tensions ethniques et sociales.

Les coups portés à la démocratie turque se sont aggravés après le coup d'État manqué de 2016, que le gouvernement a attribué au prédicateur turc basé en Amérique Fethullah Gülen, ancien allié proche d'Erdogan et du Parti de la justice et du développement (AKP). Le coup d'État a entraîné des mesures liberticides, notamment le rétablissement de l'état d'urgence et l'arrestation de quelque 100 000 personnes accusées d'entretenir des liens avec le mouvement de Fethullah Gülen. Erdogan est déterminé à concentrer le pouvoir entre ses mains et à modeler la Turquie sur son propre autoritarisme, quelles qu'en soient les conséquences pour la paix et l'harmonie sociales.

La Turquie présente un profil différent des autres pays de la région : elle n'a besoin ni d'une nouvelle Constitution, ni d'un nouveau contrat social. Les deux existent. Ce qui lui manque, c'est une opposition solide à l'AKP, au pouvoir depuis le début des années 2000. Le grand défi pour la démocratie turque, pour aujourd'hui et les dix ans à venir, est de surmonter l'autoritarisme d'Erdogan et de rétablir un équilibre des pouvoirs. Il sera également nécessaire de garantir l'indépendance de la justice et de renforcer l'état de droit.

Ailleurs au Moyen-Orient, dans la péninsule arabique par exemple, la lutte pour le changement politique sera plus ardue encore. Marqués par des liens profondément enracinés entre religion, tribus et familles dirigeantes, les émirats du Golfe resteront certainement dirigés comme des fiefs dynastiques. À l'exception de Bahreïn, toutes les monarchies ont contrecarré les printemps arabes en employant leurs ressources financières pour capter leurs opinions publiques et repousser la contagion révolutionnaire dans les pays voisins. L'avenir immédiat ne promet guère de changement. De jeunes dirigeants comme le prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohammed ben

7. Voir sur «Freedom in the World 2018: Turkey Profile», *Freedom House*, 2017, disponible sur : <<https://freedomhouse.org>>.

Salmane (MBS), ou le prince du Qatar Tamim ben Hamad Al-Thani, sont tout aussi déterminés que leurs pères à préserver le *statu quo* politique.

Cette nouvelle génération de princes régnants fait face à de nombreux défis. Leurs économies sont confrontées à une chute rapide des revenus du pétrole, alors que leurs finances demeurent très dépendantes de ce pétrole et des hydrocarbures pour combler les trous du budget. La population croît et la jeunesse développe des ambitions et des aspirations politiques nouvelles. Et, risque plus sérieux encore peut-être, des groupes extrémistes n'attendent

La pression va s'accroître sur les dirigeants du Golfe

qu'une défaillance de l'État, ou un mécontentement accru de la jeunesse, pour saisir leur chance. Dans la décennie à venir, la pression va s'accroître sur les dirigeants du Golfe, qui chercheront à préserver le mode de vie subventionné par l'État de leurs popula-

tions dans un contexte de finances publiques sous tension. Obligées d'introduire l'impôt pour la première fois, les monarchies arabes feront certainement face à une demande renforcée de représentation ou, au moins, de dialogue. Une telle évolution pourrait ouvrir la voie au constitutionnalisme, ou à l'instabilité sociale si ces demandes ne sont pas satisfaites.

La République islamique d'Iran, quant à elle, présente le cas d'un régime combinant autoritarisme et constitutionnalisme, dans une certaine limite. Le gouvernement iranien est un régime hybride, qui associe des éléments d'autoritarisme à une vie politique participative sous contrôle théocratique. À cet égard, le système iranien offre une forme unique d'autoritarisme, dans la mesure où il donne un espace limité et contrôlé à la compétition politique⁸. Mais il n'est pas certain que le système puisse se maintenir indéfiniment sans résoudre ses contradictions. En 2009, trois millions de manifestants, issus pour la plupart de la classe moyenne urbaine, ont défilé dans tout le pays pour réclamer des réformes. Neuf ans plus tard, poussée par de graves problèmes économiques, la jeunesse délaissée des zones rurales et des petites villes a défilé par milliers dans les rues pour exprimer sa colère contre un *establishment* politique qui, selon elle, accapare l'économie au service de ses intérêts.

Si les contestations de 2017 étaient moins importantes numériquement que celles de 2009, elles présentaient une menace plus élevée pour le

8. H. E. Chehabi, «Religion and Politics in Iran: How Theocratic Is the Islamic Republic?», *Religion and Politics*, vol. 120, n° 3, été 1991, p. 78 ; A. Keshavarzian, «Contestation Without Democracy Elite Fragmentation in Iran», in M. Pripstein Posusney et M. Penner Angrist (dir.), *Authoritarianism in the Middle East*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2005, p. 63-88 et A. Darabi, *The Analysis of Iranian Political Factions*, Téhéran, Pajuheshgah-e Farhang va Andishe-ye Eslami, 2009, p. 181-183.

gouvernement clérical iranien. Les habitants des zones provinciales ont longtemps été considérés comme la colonne vertébrale du système iranien – la base du soutien au régime. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La contestation visait la République islamique elle-même. Les manifestants critiquaient également le soutien financier du gouvernement au régime d'Assad en Syrie et au Hezbollah au Liban, remettant en question les milliards de dollars dépensés par l'Iran à l'étranger quand tant de problèmes s'accumulent à l'intérieur des frontières.

La contestation a mis au jour des divisions majeures au sein de la classe dirigeante elle-même et entre de vastes segments de la population et le régime. En conséquence, la République islamique pourrait devoir affronter une crise dangereuse dans les dix prochaines années : une lutte entre radicaux d'un côté, représentés par les Gardiens de la Révolution qui disposent d'un vaste empire économique, et de l'autre le premier cercle du Guide suprême, associé au front pragmatique-réformiste de l'ancien président Mohammad Khatami et de l'actuel président Hassan Rohani. Dans ce contexte, l'élection présidentielle de 2021 pourrait constituer un moment critique.

À l'instar d'autres États de la région, l'Iran fait face à un changement démographique. Sur les 75 millions d'Iraniens, près de 50 millions ont moins de 40 ans. Une proportion non négligeable de ces derniers veut une société libre et ouverte. Nés pendant ou après la Révolution de 1979, les jeunes développent des idées en opposition avec l'idéologie islamique propagée par l'ayatollah Rouhollah Khomeini⁹. Le destin de l'État clérical se jouera sur sa capacité à entendre leurs aspirations. Les développements régionaux et internationaux affecteront également l'avenir du pays, notamment la rivalité avec l'Arabie Saoudite, le retrait de l'administration Trump de l'accord nucléaire, et sa décision de rétablir des sanctions contre la République islamique. Le mécontentement social croissant de la jeunesse iranienne, conjugué aux pressions financières des États-Unis, pourrait déstabiliser le régime de Téhéran dans les années à venir.

Concevoir le changement par la base

La reconstruction des institutions étatiques au Moyen-Orient prendra des décennies. Au vu de la très forte polarisation du Moyen-Orient arabe, le moyen le plus sûr de réaliser ce changement n'est pas de nourrir de grandes visions, mais de *penser à petite échelle*. Des avancées modestes permettront de créer de la confiance, de renforcer l'unité nationale et de bâtir

9. S. Karimi, « Iranian Women's Identity and Cyberspace: Case Study of Stealthy Freedom », *Journal of Social Science Studies*, vol. 2, n° 1, 2015, p. 221-233 et A. Pejman, « The Revival of Nationalism and Secularism in Modern Iran », *LSE Middle East Centre Paper Series*, décembre 2015.

les sociétés civiles. La décentralisation du pouvoir au profit des communautés locales serait un bon point de départ. Le transfert de ressources du centre vers les régions permettrait aussi de rassurer les minorités telles que les Kurdes qui craignent d'être exclues et aspirent à l'autonomie¹⁰.

Concevoir le changement à petite échelle et en partant de la base ne signifie pas reléguer toute transformation à plus vaste échelle au rang de vœu pieux. L'objectif est bien de faire évoluer la région de l'autoritarisme vers le pluralisme, du déclin vers la croissance économique, de l'inégalité vers la justice sociale. Mais des réformes de grande envergure telles que la séparation des pouvoirs ou le respect de l'état de droit étant presque impossibles à réaliser dans les prochaines années, le changement passera par des initiatives plus modestes, et par l'établissement de compromis politiques et sociaux entre factions rivales.

Pour développer la résilience des sociétés civiles, il est nécessaire de convaincre les autorités que ces efforts ne visent pas à saper les relations entre État et société, mais au contraire à les renforcer. Une transition politique graduelle – sur deux décennies au moins – aurait plus de chances de réussir, car elle ne menacerait pas les intérêts vitaux des acteurs clés. Des pourparlers avec la classe dirigeante pourraient la conduire à soutenir les secteurs qui favorisent la résilience sociétale, telles l'éducation, la santé ou l'agriculture. L'enjeu est de développer des capacités qui contribuent efficacement à la résilience sociétale sans donner à l'État des moyens supplémentaires de contrôler la société – distinction importante qu'il est difficile de maintenir en pratique¹¹.

L'alternative à cette construction d'une résilience sociétale en lien avec les institutions étatiques est la révolution. Les printemps arabes ont montré que l'action révolutionnaire pouvait finir par favoriser des groupes radicaux. En Égypte, les millions de manifestants pacifiques qui réclamaient liberté, dignité et justice ne faisaient pas le poids face aux réseaux bien implantés des islamistes ou de l'ancien régime. Seule une révolution totale aurait pu produire un changement réel, et empêcher la récupération des soulèvements par des forces contre-révolutionnaires. Mais même si la révolution avait réussi à renverser complètement et durablement l'ancien régime, rien ne garantit qu'elle n'aurait pas été récupérée par des groupes radicaux, comme cela s'est produit en Libye ou au Yémen.

10. D. Huber et L. Kamel, *Arab Spring and Peripheries: A Decentering Research Agenda*, New York/Londres, Routledge, 2016.

11. A. Dessi, «Crisis and Breakdown: How Can the EU Foster Resilience in the Middle East and North Africa?», Istituto Affari Internazionali, décembre 2017, p. 15-18, disponible sur : <www.iai.it>.

Dans l'ensemble, l'opposition dans le monde arabe est à l'image de l'ordre despotique existant : antidémocratique et intolérante. Les groupes d'opposition n'ont pas réussi à, ou pas souhaité, réunir des coalitions larges pour défendre des valeurs communes. Ils n'ont pas davantage résisté à la tentation de s'entendre avec les autorités et de se déchirer entre eux. L'action révolutionnaire risque donc de ne produire qu'un système plus oppressif que l'actuel. On pourrait facilement balayer ces craintes au motif que la situation est suffisamment catastrophique pour ne pas pouvoir se dégrader encore ; pourtant, l'émergence de l'État islamique en 2014-2016 montre que le pire, s'il n'est pas toujours certain, est en tout cas sans limites.

Pour qu'un changement effectif puisse se produire, il faut que des citoyens soient prêts à se battre pour son avènement. La société civile du monde arabe n'est pas encore suffisamment résiliente. Dans toute la région, une écrasante majorité de gens souhaitent un changement. Mais ils ne sont pas assez organisés, ou unis, pour le rendre possible. Ils ne disposent pas des réseaux que des organisations comme les Frères musulmans ont passé presque un siècle à structurer. Néanmoins, le changement ne sera possible que progressivement et en partant de la base. Le Moyen-Orient n'a connu que trop de projets grandioses imposés de l'extérieur, et qui ont tous échoué¹².

Si les puissances internationales ont réellement un rôle à jouer, c'est pour aider à apaiser les guerres qui ravagent la région, y compris le conflit israélo-palestinien. Sans aide extérieure, ces conflits régionaux se perpétueront. À la fois juges et parties, les puissances régionales comme l'Iran, la Turquie et Israël ne peuvent intervenir de façon désintéressée. Un motif d'espérer réside dans le fait que les grandes puissances s'accordent à considérer que la spirale de la violence en Syrie, en Irak, au Yémen, en Libye et ailleurs menace la sécurité internationale. Elles admettent aussi que la seule solution à ces conflits est politique. Sous la pression des millions de réfugiés syriens, afghans, irakiens et autres qui prennent la route de l'Europe, et du terrorisme qui se diffuse, l'Occident, comme la Russie ou la Chine, sont incités à tenter de mettre fin aux guerres qui ont dévasté le Moyen-Orient.

12. S. Colombo, A. Dessi et V. Ntousas (dir.), « The EU, Resilience and the MENA Region », Foundation for European Progressive Studies et Istituto Affari Internazionali, 2017, disponible sur : <www.iai.it>.

En revanche, les grandes puissances sont divisées et n'ont pas une idée claire des moyens à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif. Elles privilégient donc les solutions de court terme plutôt que l'engagement à long terme nécessaire à une transition politique. Pire encore, les grandes puissances nourrissent des objectifs rivaux qui attisent les conflits locaux. Et, pour comble de malheur, ces grandes puissances, y compris les démocraties européennes et américaines, restent enclines à soutenir l'autoritarisme politique en y voyant un rempart contre l'extrémisme. Elles pensent que l'autoritarisme garantit la stabilité, alors que c'est l'inverse qui est vrai : l'autoritarisme est la source du problème et provoque une instabilité plus grande encore.

Les populations du Moyen-Orient ont subi des années de violence politique et de catastrophes humanitaires. Lorsque le fracas des armes se taira, d'ici une décennie, la carte du Moyen-Orient sera encore à peu près semblable à ce qu'elle est aujourd'hui. Mais le contrat social entre les peuples et les dirigeants ne sera plus jamais le même. L'avenir de la région dépend désormais de la négociation d'un nouveau contrat entre l'État et les sociétés, fondé sur l'état de droit, l'exercice de la citoyenneté et la responsabilité. La lutte pour ce nouvel équilibre sera longue, coûteuse et incertaine. Mais sans elle, le Moyen-Orient ne changera pas. Et il ne peut pas se permettre de ne pas changer. Ses peuples ont trop souffert.



Mots clés

Moyen-Orient
 Autoritarisme
 Transition démocratique
 Constitutionnalisme